

La colère contre la gauche est plus forte que la colère contre la droite

Le vote de colère en faveur du RN, lors des dernières élections Européennes et législatives, n'est pas spécifique à la politique macroniste ; il remonte à plus de 40 ans où le gouvernement Mitterrand a douché le peuple de gauche. Les socialistes, après trois périodes gouvernementales, ont tué dans l'œuf toutes les illusions que pouvaient avoir les salariés en priorité.

Le Parti Communiste Français en porte une responsabilité, certes mesurée mais, malgré tout, il est jugé comme complice.

Depuis plus de 40 ans, toutes les combinaisons d'union se sont soldées par des échecs. Toutes ont coûté au PCF des millions de voix et des milliers d'élus en moins.

Rechercher à toutes fins une forme de rassemblement - que nous sommes les seuls à vouloir - a permis à nos partenaires de se renforcer à notre détriment.

Il est temps d'inverser notre stratégie, qui consiste à privilégier les moments d'élections au détriment d'une organisation, qui permet une bataille idéologique et, donc, ouvre la porte aux luttes et aux perspectives de faire du PCF véritablement un Parti de gouvernement.

Les deux derniers Congrès ont été marqués par des promesses et des lignes politiques non tenues. En particulier, la reprise du chemin en direction des entreprises ou, plus généralement, des lieux de travail. Malgré que cette dernière désignation entretienne un flou : vouloir assimiler les trusts - ou grandes entreprises - aux commerces des villes ou aux artisans est une erreur. Si l'exploitation se fait dans les deux, les rapports au capital ne sont pas les mêmes. Considérons que le renforcement du Parti doit se faire de façon différenciée, dans l'approche d'un vrai combat face à une exploitation plus flagrante et plus facilement désignable dans les grands groupes et leurs sous-traitants.

Loin de vouloir entamer une polémique stérile entre communistes qui auraient une stratégie différente : pour les uns, se battre pour avoir le plus d'élus possibles est une priorité ; pour les autres, ils considèrent que le Parti est plus performant avec une organisation puissante pouvant se disperser dans toutes les sphères du monde du travail et de l'ensemble de la population, au travers de son organisation en cellules, sections et fédérations.

Seule la lutte idéologique permet une prise de conscience susceptible de motiver, de mobiliser et de faire entrer en action les acteurs qui prolongeront leurs combats par un vote conforme à leurs besoins et leurs exigences.

Le contraire ne fonctionne pas et a, en plus, le désavantage de décourager, y compris dans nos rangs.

Attendre que les élus - députés ou sénateurs – obtiennent, sans pression, des avancées significatives en matière sociale, est tout simplement illusoire.

Il faut revenir à un Parti où le militantisme est le fer de lance de l'action communiste ; revenir à des fondamentaux : travailler à un Parti de masse, tant dans les entreprises que dans les quartiers. Concevoir une approche différente dans des initiatives multiples est de la responsabilité des directions du Parti.

Regardons ce qui ne fonctionne plus.

Nous prendrons comme exemple la direction fédérale des Hauts-de-Seine. Celle-ci ne pratique plus le corps-à-corps nécessaire de la remise des cartes en début d'année, avec l'exigence de tenue d'assemblées de remise des cartes dans les sections. D'où une perte d'adhérents d'année en année.

Y a-t-il suffisamment de réunions des secrétaires de sections au-delà des réunions de direction de la fédération ?

Y a-t-il suffisamment d'initiatives de renforcement ? Il faut du volontarisme pour faire cela, le message est-il clair lorsque l'on en parle ?

Dans l'ensemble, les directions fédérales sont-elles suffisamment mobilisées, mais surtout motivées, pour considérer que l'aspect militant doit prédominer sur tout le reste ?

La fédération des Hauts-de-Seine suit - elle les réunions des sections qui doivent donner lieu à des comptes-rendus réguliers et un suivi également régulier de la part des dirigeants ?

- Ces quelques questions ne sont que le b.a-ba d'un fonctionnement simple mais efficace. Suivre et comprendre la vie et l'avis des communistes n'est pas seulement un contrôle du fonctionnement de notre organisation ; c'est, en premier lieu, connaître ce qu'ils (les communistes) ressentent, ce qu'ils ont envie de faire, dans quelle direction le Parti doit incliner ses initiatives, son action.

Le Parti à l'entreprise. Est-ce une utopie ou une nécessité absolue ?

L'organisation communiste doit repénétrer l'entreprise. L'abandon volontaire de cette implantation date de la fin des années 90. La politique de :

- La mutation du Parti
- L'abandon de l'organisation en cellules, en sections, etc...
- Les communistes de cœur et les cotisants.

Tout ceci a contribué à faire du PCF un Parti comme les autres. Or ce n'en est pas un. Sans vouloir refaire l'histoire, dès la naissance du PCF, celui-ci fut combattu, car il a été désigné comme étant l'adversaire du capitalisme (même si cela ne s'appelait pas comme cela à l'époque.)

C'est le seul Parti qui prétend redonner au peuple ce qui lui appartient, c'est-à-dire le fruit de son travail. C'est pourquoi il est nécessaire de faire le distinguo entre la répartition des richesses et l'appropriation des richesses.

Par nature, il y a des besoins qui ne sont pas aliénables : l'eau, l'énergie primaire (électricité, gaz), la nourriture, la santé, le logement, l'éducation..., il ne peut y avoir de partage entre le capitalisme et le peuple.

Nous percevons bien que des moyens de construction d'une autre politique peuvent être mis en œuvre à l'intérieur des lieux de travail. Avec les jeunes et les moins jeunes salariés de nos entreprises, et sans oublier nos retraités, nous pouvons donner une autre façon de faire de la politique. Pour y parvenir, nous pouvons impulser une véritable dynamique du PCF.

Dans cette optique, et sans ignorer le contexte économique, social et politique qui caractérise la période actuelle, il est clair que l'un des enjeux majeurs est l'engagement des salariés sur une visée politique de progrès, en rupture avec la politique actuelle. Nous n'y parviendrons qu'en impulsant une « culture » de débat, en construisant, dès maintenant, des débats d'idées et des échanges dans les ateliers, dans les bureaux, dans les sociétés.

Oui nous avons un besoin urgent du PCF dans les entreprises.

Dans le contexte politique actuel, le PCF est le seul Parti à pouvoir être ambitieux sur le plan de la transformation de la société par un dépassement du capitalisme. Tous les autres Partis sont idéologiquement bloqués et se contentent de mettre en avant de fausses solutions pour justifier de simples ajustements d'accompagnement.

Nous le vérifions, y compris sur le plan industriel :

- la droite, certains Partis de gauche et leurs affiliés, n'ont que l'austérité à la bouche. Le progrès technique, visant à apporter des solutions scientifiques et technologiques déjà très avancées, demandant des investissements très lourds - ça, c'est très peu pour eux - y compris des embauches massives d'ingénieurs, de techniciens et de salariés hautement qualifiés et bien rémunérés.

- Les écologistes et désormais les éco socialistes - se disant de gauche et près du peuple, soufflant sur les braises du réchauffement climatique ou autre catastrophisme, dès qu'il s'agit de haute technologie, quand bien même est-elle émancipatrice, quitte à s'allier avec des mouvements prônant le retour à l'âge de pierre - sont loin d'être des grands promoteurs de nos réussites technologiques et industrielles qui ont été les vecteurs majeurs du progrès social et technique au 20^{ème} siècle et le seront très probablement au 21^{ème} siècle.

Combien de communistes dans nos entreprises ? Il est impossible de connaître le chiffre exact, même pas une estimation. Cette situation est inacceptable, seules les directions fédérales sont responsables de cette situation. Comment peut-on continuer à voter à chaque Congrès des orientations politiques, sachant que personne ne s'en occupera et ne respectera ?

Il est impossible pour des responsables communistes de base de poursuivre une activité dans de telles conditions sans décourager, sans créer de la confusion dans les esprits, sans faire ressentir que le Parti Communiste n'est pas autrement que les autres Partis.

Nous avons trop d'élus qui sont des électrons libres.

Alors qu'ils devraient être au service de leurs mandants et écouter les communistes. Ils ont une certaine tendance à fonctionner seuls, considérant qu'en tant qu'élus ils ont la « connaissance ». Mais la connaissance de quoi ! Vont-ils devant les entreprises, rencontrent-ils leurs électeurs ?

De plus ils sont déconnectés de leur Parti. *Comment interpréter qu'à aucun moment, pas un seul député, pas un seul sénateur, face aux problèmes d'environnement et de l'impact aéronautique sur celui-ci, les mêmes se sont contentés d'annoncer le plan climat défini par une commission environnement sans concertation avec le collectif aéronautique ! Ceci a titre d'exemple.*

Cette façon de faire de la politique est proprement inadmissible.

Il faut revenir à d'autres pratiques. Nos élus doivent travailler avec les collectifs, sinon à quoi servent-ils ?

Soyons honnêtes avec nous-mêmes : nous ne sommes pas à la hauteur des enjeux de société. Il faut se dégager de cette union qui ignore les problèmes réels. Il faut engager des rencontres avec les salariés, avec les collectifs qui sont au plus près des exigences. C'est de cette façon que nous reconquerrons des forces en organisation. Il est impératif de s'éloigner du discours nocif et toxique des Mélenchon et autres individus de la France Insoumise.

Réfléchissons à leurs ambitions gonflées par l'égo surdimensionné du tribun trotskiste et socialiste qui a été de tous les gouvernements sociaux-démocrates qui ont trahi les aspirations du peuple de gauche.

Que dit-il d'ailleurs : « que les salariés et le patronat se débrouillent entre eux ; moi je m'occupe de la politique de la France ». Comme si la France appartenait à un homme et non au peuple qui la compose.

Les dernières élections, une nouvelle fois, ont été la démonstration que notre stratégie est non conforme à notre existence.

Le PCF doit donc jouer pleinement son rôle de promoteur du développement scientifique et technique, car nous pensons que lui seul peut être porteur de progrès social, et que lui seul peut nous donner les armes pour faire face aux enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux pour des milliards de personnes.

(De Mitterrand à Hollande en passant par Jospin et Valls)

Mitterrand : Austérité dès 1984

Jospin : Vague de privatisation

Hollande : Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

Valls : Destruction du code du travail